FO la force syndicale DGFiP DRESG

Monsieur le Président,

Nous vous adressons nos meilleurs vœux de bonheur et de santé pour cette nouvelle année.

Nous adressons également nos meilleurs vœux à la république et à la démocratie.

Nous adressons nos meilleurs vœux à la France, notre pays dont le Général de Gaulle disait que les services publics sont la France.

Lors de ce premier comité technique local, vous devez annoncer une énième cohorte de suppressions d'emplois au sein de notre Direction.
Ce n'est pas un secret, le budget de la DGFIP est en baisse et les 1934 suppressions nettes d'emplois que va subi notre administration pour 2015, découlent directement du pacte de responsabilité ou d'irresponsabilité d'un Gouvernement en perdition dont on ne sait même plus s'il est anti-libéral sur le ton de j'aime pas les riches et la finance ou ultra libéral mode Macron.

Ces emplois détruits s'inscrivent directement dans le cadre des économies de 50 milliards prévues sur plusieurs années afin de financer les dispositions fiscales favorables aux entreprises, dont l'efficacité en matière économique est loin d'être avérée. S'agissant notamment du CICE, il est versé sans aucun contrôle préalable et les inévitables gaspillages d'argent public sont d'autant plus intolérables qu'au même moment la pression fiscale, des prélèvements et des hausses de tarifs publics s'accroissent sur les citoyens.
Et on ose encore nous parler de pause fiscale ou de maintien du pouvoir d'achat.

Depuis sa récente création, la DGFIP aura perdu 13 354 emplois.
Les agents ne comprennent pas, Monsieur le Président, que d'un côté, l'Etat employeur ne leur donne pas les moyens d'exercer correctement leurs missions de service public alors que, d'un autre côté, l'efficacité de la dépense publique n'est ni contrôlée, ni même évaluée.

Dans le même temps, les personnels subissent, pour la 5ème année consécutive, le gel des traitements, ce qui génère de sérieuses difficultés en termes de pouvoir d'achat. En outre, la refonte des régimes indemnitaires laisse beaucoup

d’amertume auprès de ceux dont les fonctions ne sont pas valorisées tels que les adjoints en poste comptable, les évaluateurs des domaines, et les agents qui doivent attendre le mois de janvier pour percevoir la modeste ACF caissier dite « prime de caisse » de l’année 2014. Et pourtant, on trouve de l'argent, par exemple, pour les recteurs d'académies...

Les suppressions d'emplois sont faites comme si le réseau n'évoluait pas et que les charges des services demeuraient immuables.
Pour FO DGFIP, il ne suffit pas de déclarer que les succès de la DGFIP reviennent aux agents et les flatter par devant, mais encore faut-il que l'Administration puisse leur donner des perspectives de déroulement de carrière et de promotion sociale, ce qui actuellement apparaît comme étant de plus en plus compromis pour la plupart d'entre eux.

Dans un tel contexte, l'application en 2015 de nouvelles suppressions d'emplois et de restrictions budgétaires qui aboutiront immanquablement à amplifier encore la dégradation des conditions de travail, est absolument intolérable.
C’est inacceptable ! Alors que nos conditions de travail ne cessent de se dégrader et génèrent un malaise croissant avec des situations conflictuelles dans les services, du stress et de la souffrance au travail.

Doit on rappeler que depuis deux ans, notre fiscalité est totalement incompréhensible, qu'elle est confiscatoire au point que les demandes de délais de paiement sont plus nombreux que jamais et que ces désastres ont lieu dans le contexte des emblématiques affaires Cahuzac et Thevenoud.

FO DGFIP maintient que les pouvoirs politiques ont mis en place une destruction systématique des emplois de la DGFIP, en s'appuyant sur des gains de productivité anticipés et amplifiés qui ont pour conséquences aujourd'hui de rendre l'exercice normal des missions quasi impossible dans bon nombre de services.
FO DGFIP ne peut que dénoncer les solutions imaginées par l'Administration pour tenter d'endiguer ce phénomène et qui consistent notamment à multiplier les fermetures des petites unités pour préfigurer le réseau de demain dans le cadre d'un maillage territorial resserré.
FO DGFIP relaie les difficultés que rencontrent nos collègues sur le terrain et la dégradation des conditions de travail qu'elles entraînent, et il est clair que la stratégie de l'Administration aboutira naturellement à la disparition totale du réseau rural.
Depuis déjà un certain temps FO DGFIP a posé la question, restée sans réponse à ce jour, du niveau en dessous duquel il ne serait plus possible de continuer à supprimer des emplois sans renoncer à des pans entiers de nos missions.

Pour FO DGFIP, et sans faire un procès d'intention au Directeur Général qui évoque l'autre axe prioritaire de maintien d'un haut niveau d'expertise, il y a fort à parier d'ailleurs que ces "allègements" s'inscrivent dans une évolution des méthodes de travail ne privilégiant guère plus qu'une logique industrielle du travail.
Le Directeur général n'est d'ailleurs pas à une contradiction près et démontre à nouveau sa déconnexion de la réalité du terrain et du ressenti des collègues car s'il est vrai comme il l'indique qu'ils ont le goût du travail bien fait, beaucoup d'entre eux ont le sentiment que cette valeur est sacrifiée face à l'ampleur des charges de travail quotidiennes.
Une autre contradiction que FO DGFIP ne peut que déplorer, tient dans la promesse de doter la DGFIP d'outils nouveaux, en garantissant des investissements supplémentaires alors que le budget va être amputé de 26 millions d'euros et qu'à l'évidence une telle baisse n'est pas à la hauteur de l'ambition affichée de la DGFIP d'être une Administration numérique de référence.

Jamais la situation n'a été aussi dégradée que depuis ces deux dernières années et c'est pourquoi FO continuera de défendre et promouvoir le service public républicain, celui à même de pouvoir répondre le mieux possible aux valeurs républicaines et aux besoins des citoyens-usagers.

Faire plus avec moins devient très vite insupportable et ingérable !

Nous attendons un dialogue social constructif, approfondi et dans le respect partagé. Sur ce sujet comme sur beaucoup d'autres, les agents attendent. Il ne faut pas les décevoir et encore moins les priver d'acquis qu'ils souhaitent conserver.

Pour FO Il n'y a pas de République sans service public et Il n'y a pas de service public sans agents du service public !

La DGFIP sait et doit se réformer. Mais la réforme , oui, la chienlit : non

Noisy le Grand le 20 janvier 2015

Les représentants FO DGFIP au CTL.